



4 / 2022

L'économie suisse et la guerre en Ukraine: conséquences économiques et humanitaires

20.05.2022

L'essentiel en bref

La vaste offensive déclenchée par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022 marque un tournant historique en Europe et au-delà. L'évolution dramatique de la guerre en Ukraine ces derniers mois a aussi des conséquences importantes pour la Suisse, sur les plans de l'action humanitaire, de la politique de sécurité et de l'économie. Les milieux économiques condamnent dans les termes les plus fermes l'opération militaire russe en Ukraine. La violation flagrante du droit international par la Russie est absolument inacceptable.

Le présent dossierpolitique expose les conséquences économiques de la guerre en Ukraine pour l'économie helvétique. Les effets tant directs qu'indirects y sont examinés. Il montre par ailleurs de quelle manière l'économie s'engage sous l'angle humanitaire en réaction à la guerre en Ukraine. economie suisse vient, en effet, de conduire deux vastes enquêtes sur ces deux thèmes auprès de ses membres.

Pour economie suisse, il est évident que l'économie privée peut apporter une contribution décisive pour atténuer les souffrances des personnes touchées par la guerre. Si bien que toutes les entreprises en Suisse sont appelées à s'engager en fonction de leurs possibilités. Car plus le conflit perdurera, plus le besoin d'aide sera important.

Contact et questions

Carmelo Laganà

Suppléant romand et responsable de projets Économie extérieure

Dr. Jan Atteslander

Membre de la direction, responsable Économie extérieures

Mario Ramò

Responsable suppléant Économie extérieure

Position d'economie suisse

La tragédie de la guerre en Ukraine montre à chacun que la paix n'a pas de prix.

→ L'offensive de la Russie contre l'Ukraine est inacceptable, et est condamnée avec la plus grande fermeté. Les sanctions prises par la Suisse sont soutenues par les milieux économiques.

- Les conséquences directes des sanctions contre la Russie et le Bélarus sur les relations commerciales bilatérales avec la Suisse sont limitées. Les défis se situent au niveau des conséquences indirectes, comme les problèmes de livraison, les problèmes logistiques et les hausses de prix.
- La population civile ukrainienne doit être aidée. Les organismes d'entraide, la Confédération, les initiatives privées et les entreprises apportent ensemble une contribution pour atténuer la détresse des individus.
- L'engagement humanitaire des entreprises suisses montre de quelle manière l'économie peut être au côté de la population ukrainienne. Il doit inciter d'autres entreprises à se mobiliser à leur tour.

La guerre en Ukraine touche aussi la Suisse

La vaste offensive déclenchée par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022 marque un tournant historique en Europe, et au-delà. L'évolution dramatique de la guerre en Ukraine ces derniers mois a aussi des conséquences importantes pour la Suisse, sur les plans de la politique de sécurité, de l'économie et de l'action humanitaire. Les milieux économiques condamnent clairement l'offensive contre l'Ukraine. La violation flagrante du droit international par la Russie est absolument inacceptable.

Invoquant l'art. 1 de la loi sur les embargos, le Conseil fédéral a décidé le 28 février 2022 de reprendre intégralement les sanctions adoptées par l'Union européenne (UE) contre la Russie (cinq paquets de mesures jusqu'à présent). Cela inclut aussi des sanctions contre le Bélarus. L'économie soutient expressément cette décision. La mise en œuvre des prescriptions légales correspondantes par les entreprises suisses ne souffre aucun doute. Par contre, des sanctions prises individuellement par notre pays ne mènent nulle part.

Sanctions de la Suisse contre la Russie et le Bélarus

Depuis le 28 février 2022, le Conseil fédéral a décidé de reprendre cinq paquets de mesures de l'UE. Quelques exceptions subsistent: elles concernent par exemple les interdictions de transport en raison de la situation géographique de la Suisse (navigation maritime, par exemple). Les mesures comprennent, pour l'essentiel, les éléments suivants (état au 27 avril 2022):

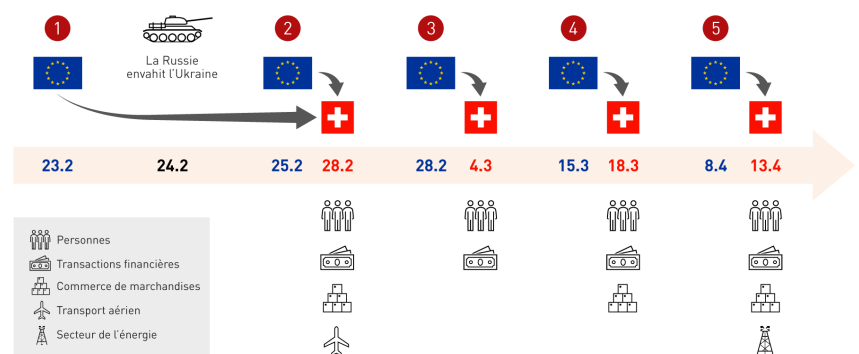
- fermeture de l'espace aérien à tous les avions russes
- interdictions d'exportation (biens à double usage, biens destinés à l'industrie aéronautique et spatiale, biens destinés au secteur de l'énergie, kérosène, produits chimiques et biens de luxe)
- interdictions d'importation (armes à feu, munition, matières explosives, produits sidérurgiques, charbon et autres biens tels que le ciment, le bois, les engrais et le caviar)
- interdiction d'entrée en Suisse à l'encontre de personnes physiques, gel des avoirs et des ressources économiques, interdiction de fournir une assistance technique ou une aide financière à des personnes physiques et à des entreprises
- différentes mesures financières (liste non exhaustive): interdiction liée aux transactions avec la Banque centrale de Russie, interdiction d'octroi de prêts, interdiction d'acceptation des dépôts, interdictions concernant les valeurs mobilières, interdiction de fournir une aide financière visant à fabriquer des biens frappés par les sanctions, déclaration obligatoire concernant le gel des avoirs et les dépôts existants; interdictions concernant les transactions avec certaines sociétés d'État; exclusion d'importantes banques russes du réseau de communication bancaire SWIFT

- interdiction de soutenir financièrement les institutions publiques russes (dans le cadre d'un programme national de la Suisse) et interdictions concernant les trusts.

Force est donc de constater que la Suisse a repris très rapidement les sanctions de l'UE. Avec la poursuite des combats en Ukraine, de nouvelles sanctions sont imaginables. Au début du mois de mai 2022, la Commission européenne a présenté un sixième paquet de mesures qui comprend notamment une interdiction d'importer le pétrole russe. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a ouvert une ligne téléphonique pour répondre aux questions sur les sanctions et actualise en continu son portail d'information. Un courriel d'information renseigne en outre sur les modifications de sanctions.

→ La Suisse applique les mêmes sanctions contre la Russie que celles instaurées par des partenaires commerciaux importants comme l'UE, et les met en œuvre rapidement.

Depuis le début de la guerre en Ukraine, la Suisse a repris cinq trains de sanctions de l'UE



Sources : SECO, Commission européenne, economiesuisse. Les dates indiquées sont celles auxquelles les autorités ont pris la décision.
www.economiesuisse.ch

De son côté, la Russie a réagi en prenant diverses mesures contre des entreprises occidentales. Ces mesures augmentent sensiblement les risques et les incertitudes en lien avec les activités commerciales et les investissements en Russie.

Réaction forte et rapide de l'économie suisse

Indépendamment des sanctions, les entreprises suisses ont fortement réduit, voire mis un terme à leurs activités économiques en Russie et au Bélarus. Dans de nombreux cas, la réaction de l'économie va largement au-delà des exigences requises. Pour les entreprises, les pertes financières sont secondaires. En Ukraine aussi, elles ont été contraintes de réduire ou de suspendre leurs activités pour des raisons de sécurité. La sécurité des employés, le soutien à la population en détresse sur place et l'envoi d'un signal clair contre l'offensive russe sont prioritaires. C'est pourquoi de nombreuses entreprises s'engagent depuis le début du conflit dans le domaine humanitaire. Elles aident leurs employés, les réfugiés et la population en détresse dans les zones de conflit.

Conséquences économiques

Avant la guerre, la Suisse entretenait avec la Russie et l'Ukraine des relations économiques bilatérales qui s'inscrivaient dans une longue tradition. L'annexion de la Crimée en 2014, l'invasion de la Russie en Ukraine en 2022, les mesures des autorités suisses et les sanctions internationales ont cependant sérieusement mis à mal les relations économiques de la Suisse avec les deux pays. On le constate à la lecture des chiffres du SECO, de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF) et de la Banque nationale suisse.

Pour l'économie d'exportation, les relations commerciales bilatérales avec la Russie ont une importance limitée

Avant la guerre, la Russie était la onzième plus grande économie du monde. Le pétrole, les produits pétroliers et le gaz naturel représentent deux tiers environ de ses exportations. L'importante part des matières premières aux exportations rend l'économie russe très dépendante des variations de cours sur les marchés des matières premières. La Russie a une importance limitée pour l'économie suisse d'exportation. Le volume des échanges commerciaux avec la Russie s'élève à 4,7 milliards de francs (exportations et importations, total 2, 2021), soit 3,4 milliards de francs pour les exportations de biens vers la Russie et 1,3 milliard de francs pour les importations en provenance de Russie (2021). En 2021, la Russie était le 23^e partenaire commercial de la Suisse pour les marchandises. Les produits chimiques et pharmaceutiques, les instruments de précision/l'horlogerie et les machines sont les principaux produits d'exportation. Les principaux produits importés de Russie sont les métaux précieux.

Les échanges bilatéraux de services sont beaucoup plus faibles que le commerce bilatéral de biens. En 2020, les exportations suisses de services à destination de la Russie se sont élevées à 2,3 milliards de francs et les importations en provenance de Russie à 0,9 milliard de francs. En 2020, les services de transport, les licences et les services financiers étaient les principaux services exportés. Les services de transport arrivaient en tête des importations de services. À la fin de 2020, les investissements directs suisses en Russie s'établissaient à 27,8 milliards de francs. Cette année-là, plus de 39 000 personnes étaient employées en Russie par des entreprises suisses.

En 2014 déjà, en réaction à l'annexion de la Crimée, le gouvernement suisse avait adopté des mesures pour éviter le contournement des sanctions internationales. Par ailleurs, les négociations en vue d'un accord de libre-échange entre les pays de l'AELE (Suisse, Norvège, Islande et Liechtenstein) et l'union douanière formée par la Russie, le Bélarus et le Kazakhstan avaient été suspendues.

La guerre met un terme à l'évolution positive des relations économiques avec l'Ukraine

Depuis la révolution de Maïdan de 2014, l'Ukraine s'est tournée de plus en plus vers l'UE, politiquement et économiquement. Cette réorientation de l'économie

ukrainienne a aussi des conséquences pour les relations économiques bilatérales avec la Suisse. Même si elles restent encore relativement faibles, elles ont connu un très bel essor au cours de ces dernières années. En 2020, l'Ukraine était le 64^e partenaire commercial de la Suisse. Entre 2020 et 2021, le volume des échanges a augmenté de 12,9% pour atteindre 831 millions de francs, soit le montant le plus élevé jamais enregistré. Les principaux produits d'exportation de la Suisse vers l'Ukraine sont les produits chimiques et pharmaceutiques, les métaux précieux et les instruments de précision/l'horlogerie. Quant à l'Ukraine, elle exporte vers la Suisse des produits textiles, des produits agricoles et sylvicoles ainsi que des montres et des instruments de précision.

Contrairement à ce qui se passe avec la Russie, le commerce de services entre la Suisse et l'Ukraine est beaucoup plus vigoureux que le commerce de biens. Selon les derniers chiffres disponibles, la Suisse est le troisième plus grand importateur de services ukrainiens et le quatrième plus grand investisseur en Ukraine (2,7 milliards USD, Fonds monétaire international). Avant que la guerre éclate, la Suisse menait en Ukraine de multiples projets dans le cadre de la coopération économique au développement du SECO. Certains de ces projets sont poursuivis, moyennant des adaptations aux besoins actuels.

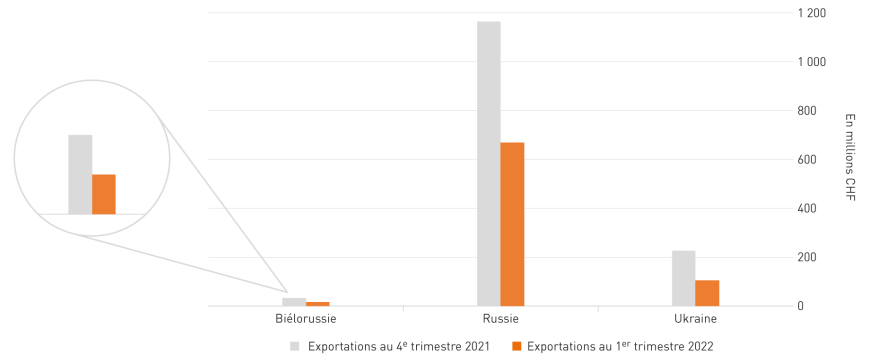
La guerre a sérieusement perturbé les relations économiques bilatérales entre la Suisse et l'Ukraine. En raison de la situation actuelle, des entreprises ont dû limiter voire arrêter la production sur place. Dans certains cas, à cause de la guerre et des problèmes logistiques, il est devenu impossible d'importer et d'exporter. Les conséquences spécifiques varient selon les entreprises. Quant aux effets à long terme, ils ne peuvent pas encore être estimés exactement. Il ne fait cependant aucun doute que la guerre et la destruction des infrastructures pèseront encore longtemps sur le développement économique du pays.

Les sanctions touchent aussi les relations commerciales avec le Bélarus

Les sanctions contre le Bélarus ayant aussi été durcies, les relations économiques de la Suisse avec le Bélarus sont aussi impactées, quoique dans une nettement moindre mesure, car les deux pays n'entretiennent pas de liens étroits. En 2021, selon les statistiques de l'OFDF, le montant des échanges commerciaux bilatéraux a atteint 158 millions de francs (total 2), dont près de 109 millions de francs pour les exportations suisses et 50 millions de francs pour les exportations bélarusses vers la Suisse. En 2020 déjà, les conditions-cadre de l'économie s'étaient dégradées en raison des troubles et de l'instabilité politique consécutifs à l'élection présidentielle. Actualité oblige, cette tendance devrait se maintenir.

→ Depuis l'éclatement de la guerre, les flux commerciaux bilatéraux entre la Suisse et les trois pays se sont effondrés.

Conséquences de la guerre sur les exportations suisses à destination de la Biélorussie, de la Russie et de l'Ukraine



Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)
www.economiesuisse.ch

Pour l'économie suisse, les conséquences indirectes de la guerre en Ukraine pourraient être graves

Pour l'économie d'exportation et la place financière suisse, l'incidence directe des sanctions sur les relations commerciales bilatérales est limitée.

Indirectement, les temps s'annoncent toutefois difficiles à la fois pour l'économie suisse et pour l'économie mondiale. La guerre aggrave les problèmes de livraison déjà existants, ce qui complique et renchérit les achats et la production de certains produits tels les puces électroniques, les voitures et les matériaux de construction. Tant la Russie que l'Ukraine sont d'importants exportateurs de combustibles fossiles et de denrées alimentaires, et leurs industries fournissent d'importants métaux à l'industrie. La Russie est un important fournisseur de nickel et de palladium, par exemple. L'Ukraine est le plus grand producteur mondial de néon. Les deux pays produisent par ailleurs d'autres métaux importants pour l'industrie, tels le fer, l'acier, l'aluminium, le cuivre, le platine et le titane. La volatilité des cours de ces matières premières rend très incertaine la planification dans de nombreuses entreprises industrielles. Certains États ont réduit leurs importations de pétrole et de gaz russe, ou discutent de telles mesures. Pour la Suisse aussi, la guerre en Ukraine rend difficile l'approvisionnement énergétique.

→ Les conséquences indirectes de la guerre sont plus importantes que les conséquences directes des sanctions, pour toutes les branches, à l'exception des banques.

L'impact de la guerre varie d'une branche à l'autre

Le conflit russo-ukrainien a-t-il déjà un impact sur les activités de votre entreprise/branche ? Votre entreprise / branche est-elle affectée par les sanctions contre la Russie ?

Branches	Affectés par la guerre (en %)	Affectés par les sanctions (en %)
Chimie	88%	40%
Tourisme	72%	40%
Commerce de gros	67%	29%
Industrie agro-alimentaire	57%	12%
Ind. machines, équipements élect., métaux	55%	32%
Services informatiques	50%	13%
Industrie textile	41%	7%
Construction	40%	7%
Banques	38%	50%
Transport et logistique	25%	14%
Industrie pharmaceutique	20%	20%

Seules les branches pour lesquelles nous avons reçu plus de dix réponses figurent dans le tableau.
Source: Enquête d'economiesuisse • Créé avec Datawrapper

Selon une enquête d'economiesuisse menée début mars 2022, une entreprise suisse sur deux est affectée par les conséquences économiques de la guerre. Outre les difficultés causées par la guerre en lien avec l'approvisionnement en matières premières, les sanctions appliquées par l'Occident, comme les restrictions visant le trafic des paiements avec les banques russes ou l'interdiction d'exporter et les perturbations sur les marchés de l'énergie pèsent également sur les entreprises.

Engagement humanitaire des entreprises suisses

La tragédie de la guerre en Ukraine nous fait prendre conscience à quel point la paix est précieuse, mais révèle aussi le pressant besoin d'aide humanitaire dans les régions touchées et le long des routes empruntées par les réfugiés. À n'en pas douter, ce soutien sera encore nécessaire un bon bout de temps.

Une première mini-enquête qualitative, réalisée par *economiesuisse* en mars 2022 auprès de ses membres, confirme qu'en plus de la Confédération, des œuvres d'entraide et des particuliers, les entreprises suisses s'engagent, elles aussi, directement. Vingt-huit sociétés de tous les secteurs concernés se sont exprimées sur leur engagement humanitaire dans le contexte de la guerre en Ukraine. La grande majorité des entreprises qui ont répondu – de taille moyenne ainsi que des multinationales – possèdent une succursale en Ukraine, ou dans les pays voisins.

La volonté d'aider est énorme, au niveau des entreprises comme du personnel. D'une part, le soutien est apporté en Suisse, en faveur des réfugiés arrivés des zones de combat. Selon les chiffres du Secrétariat d'État aux migrations (SEM) du 19 mai 2022, 50 328 personnes ont été enregistrées en Suisse et pour beaucoup, l'intégration au marché du travail se passe bien. D'autre part, les entreprises s'engagent directement en Ukraine et dans les zones frontalières pour aider leurs collaborateurs et la population en détresse.

L'aide des entreprises suisses, en espèces et en nature

D'importants dons financiers des entreprises, collaborateurs et clients sont distribués sur place, soit directement, soit via des œuvres d'entraide, fondations ou agences humanitaires. Souvent, les entreprises participent aussi à des actions de collecte lancées par leurs collaborateurs. Un modèle récurrent est celui des fonds dits à contrepartie, où les dons versés par les collaborateurs, les clients ou le grand public sont doublés ou triplés par l'entreprise. Il n'est pas rare de constater que ces opérations, généralement confiées aux fondations des entreprises, génèrent des montants de plusieurs millions. La mini-enquête d'*economiesuisse* ne permet pas de se prononcer sur le volume des dons à l'échelle du pays, mais les entreprises sondées ont déjà, à elles seules, fait don à ce jour de plus de 27 millions de francs. Cela représente donc plus d'un million de francs en moyenne de la part de chaque entreprise ayant répondu à l'enquête.

Outre leur engagement financier, les entreprises des secteurs les plus divers envoient, en permanence et en grande quantité, de l'aide humanitaire dans les régions touchées. De plus, 44% des entreprises interrogées contribuent par des dons en nature, dont la valeur dépasse largement les dons financiers, en fournissant plusieurs millions de boîtes de médicaments et trousseaux de diagnostic ainsi que des centaines de tonnes de nourriture, vêtements, couvertures, lampes de poche et bien plus encore. La distribution des biens est assurée en partie par les propres collaborateurs des filiales concernées, ou par des œuvres d'entraide et la population civile sur place.

Soutien au bénévolat pour l'engagement humanitaire

Plusieurs sociétés encouragent également leurs employés à faire du bénévolat, par exemple pour l'accueil de réfugiés à domicile pendant les heures de travail rémunérées ou en offrant des congés additionnels pour l'engagement humanitaire. Dans certains cas, l'aide aux réfugiés s'effectue au moyen de locaux inutilisés ou d'appartements d'hôtes que l'entreprise met à disposition comme logements. À cela s'ajoutent des entités créées exprès ou en planification pour aider les personnes en quête de protection dans leur recherche d'emploi, pour la formation et pour l'accueil extra-familial des enfants. L'enquête a également révélé des actions spontanées de certains collaborateurs, comme le transport de réfugiés dans des véhicules de l'entreprise depuis les zones frontalières vers des lieux sûrs dans les pays voisins.

Aide aux collaborateurs sur place

Pour des raisons de sécurité, de nombreuses sociétés ont dû temporairement fermer leurs succursales et leurs sites de production en Ukraine. Les entreprises interrogées s'efforcent toutefois d'aider les employés désireux de partir et leur famille à fuir; d'autres restent en contact constant avec ceux qui doivent, ou veulent rester sur place. Le versement des salaires est maintenu et les entreprises offrent un soutien matériel et financier.

Par ailleurs, certaines sociétés mettent des logements à disposition des collaborateurs qui ont fui dans les pays voisins ou en Suisse et apportent leur soutien pour le maintien du travail dans le pays voisin. Les employés ukrainiens qui vivaient déjà hors d'Ukraine avant le début de la guerre bénéficient, en outre, d'aide lorsqu'ils accueillent des proches parents ou amis réfugiés, avec des contributions en espèces et en nature de leurs collègues et leurs supérieurs. En Suisse comme dans les zones frontalières et sur place, des centres de soutien et services d'assistance téléphoniques ont, de plus, été mis en place pour la prise en charge psychologique des personnes touchées.

Exemples de l'aide directe fournie par l'économie suisse

Médicaments: Roche et Novartis

À titre d'aide d'urgence, Novartis a fait un premier don de 3 millions de dollars au Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, à Save the Children et au Comité international de secours. Le groupe pharmaceutique a en outre déjà donné plus d'un million de boîtes d'antibiotiques, d'analgésiques, de médicaments cardio-vasculaires et oncologiques, d'une valeur de 25 millions de dollars, pour les soins médicaux à la population d'Ukraine et des zones frontalières.

Roche a fait don de 150 000 boîtes d'un antibiotique et de 4600 boîtes de médicaments spécifiques, notamment pour le traitement de la grippe et de différents types de cancer, ainsi que de réactifs et de consommables pour l'analyse automatique des dons de sang et l'autosurveillance de la glycémie (diabète). Au sein des sociétés nationales, le personnel de Roche soutient de plus

l'Ukraine et ses réfugiés avec des offres d'aide spécifiques.

Produits alimentaires: Nestlé

Nestlé s'engage activement en faveur de la population d'Ukraine. Chaque semaine, la multinationale fournit des aliments de base tels que de l'eau, de la nourriture pour bébés, des soupes ou des pâtes pour plus d'un million de francs – soit plus de 50 millions de portions à ce jour. En même temps, elle tente de maintenir autant que possible les activités locales. Selon ses informations, Nestlé peut actuellement préparer 60% du volume d'avant-guerre.

Les collaborateurs de Nestlé dans le monde entier font bloc et sont solidaires, réunissant des dons destinés à la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. La multinationale en double le montant total. Dans certains pays, les collaborateurs de Nestlé accueillent des réfugiés d'Ukraine. D'autres – et ils sont nombreux – lancent des mesures locales dans divers pays et y participent. Avec l'aide du personnel de défense et de volontaires, les employés sur place ont ainsi pu ravitailler les personnes en quête de protection à Kharkiv avec plus de 140 tonnes de produits instantanés. Jour après jour, Nestlé livre cent palettes de produits alimentaires de première nécessité aux personnes dans le besoin sur place.

Soutien des collaborateurs sur place: Dätwyler

Dätwyler Holding SA compte une centaine d'employés sur son site de production en Ukraine. Dès le début de la guerre, l'exploitation a dû être suspendue, mais l'entreprise est en contact journalier avec les responsables du site. Jusqu'ici, les paiements courants des salaires sont maintenus et en mars, les collaborateurs sur place ont reçu trois mois de salaire en guise d'aide financière.

Des employés actifs et anciens ont formé l'association [help4Ukraine](#). Celle-ci utilise des ressources de l'entreprise pour soutenir des collaborateurs de Dätwyler à Malyn avec leur famille. Début avril, l'association a organisé une semaine de collecte sur tous les sites Dätwyler dans le monde et récolté 54 322 francs auprès des employés – montant doublé à 110 000 francs par la société Dätwyler.

Aide d'urgence et soutien à la reconstruction: Weidmann

L'entreprise industrielle suisse Weidmann, active dans le génie électrique et médical, possède également une usine en Ukraine où elle emploie quelque 600 personnes. La production a dû être interrompue lorsque la guerre a éclaté, mais les salaires ont continué d'être versés. Dans un premier temps, l'entreprise a aidé ses employés qui voulaient partir rejoindre de la famille dans les pays voisins. Elle a aussi pu maintenir l'emploi de certains dans ses succursales des pays voisins. Depuis, la production a pu reprendre en partie et la plupart des collaborateurs sont rentrés. L'entreprise soutient également la communauté locale. Une association créée à cet effet se concentre sur l'aide d'urgence, mais prépare aussi le soutien en vue de la reconstruction après la guerre.

Réfugiés en Suisse et en Europe: Zurich et Z Zurich Foundation

La Z Zurich Foundation a lancé une campagne mondiale de dons pour venir en aide aux victimes de la crise. Celle-ci a permis de récolter 2 millions de francs (contrepartie de la Z Zurich Foundation incluse) en faveur du Comité international de secours, du Comité international de la Croix-Rouge et de Save the Children. À cela s'ajoutent une bonne vingtaine de dons à des organisations locales et internationales. Par ailleurs, la Z Zurich Foundation réunit des fonds pour des programmes d'aide psychologique aux jeunes réfugiés.

En ville de Zurich, le Zurich Development Center a mis à disposition des locaux et des infrastructures pour des cours de langue et d'intégration destinés aux réfugiés ukrainiens. La compagnie d'assurance aide les réfugiés à s'orienter sur le marché du travail suisse et coopère avec les autorités locales pour l'intégration professionnelle, afin que les réfugiés ukrainiens trouvent un emploi. À Barcelone, Bratislava et Cracovie, Zurich essaie de pourvoir les postes informatiques vacants avec des Ukrainiens.

Dans toute l'Europe, des collaborateurs utilisent des congés payés de bénévolat pour soutenir des projets humanitaires. Zurich a augmenté le nombre de jours de bénévolat dans de nombreux pays d'Europe. Pour les employés et leurs proches parents qui accueillent des réfugiés ukrainiens, la Z Zurich Foundation a mis en place un système de bons pour aider les personnes ayant reçu l'asile à acheter de la nourriture, des vêtements et d'autres articles de première nécessité.

La guerre en Ukraine mobilise, par ailleurs, de nombreuses autres entreprises suisses sur le plan humanitaire. Beaucoup d'entre elles, par exemple, ont ainsi répondu à l'appel aux dons de la Chaîne du Bonheur, comme on peut le constater sur son [site internet](#).

Il est aujourd'hui difficile de prévoir l'évolution de cette guerre. Une chose est néanmoins claire: plus le temps passe, plus les besoins et les défis de la population touchée vont changer – et même, s'amplifier. Un travail de longue haleine sera donc nécessaire pour l'aide humanitaire également.

Les principes humanitaires s'appliquent-ils aussi à la population civile de l'agresseur?

Le droit international humanitaire protège bien entendu aussi la population civile de l'agresseur – en l'occurrence, la population russe. D'où la question de savoir comment les sanctions visant l'économie russe doivent être conçues pour respecter ce principe. On est ici en présence d'un dilemme.

Il est clair que les médicaments qui sauvent des vies ou l'approvisionnement alimentaire de base sont à considérer comme des biens humanitaires. Les livraisons de tels biens ne devraient donc pas être totalement interdites. Le défi consiste à éviter qu'ils ne tombent entre des mains gouvernementales qui pourraient les remettre aux troupes belligérantes. Lors de la livraison, des canaux

de distribution spéciaux sont donc mis en place afin de garantir qu'ils soient distribués exclusivement à la population civile.

Conclusion: la tragédie de la guerre en Ukraine priorise l'aide humanitaire

Dans cette guerre, l'impact direct des sanctions sur les relations commerciales bilatérales avec la Russie et le Bélarus est faible. Même si certaines entreprises très présentes sur ces marchés peuvent être fortement touchées, les effets indirects de la guerre en Ukraine sont considérés comme potentiellement plus graves pour l'économie dans son ensemble. Il s'agit notamment de problèmes logistiques, de goulets d'étranglement dans l'approvisionnement (de matériaux industriels, matières premières, denrées alimentaires et sources d'énergie, par exemple) ainsi que de hausses des prix.

Les conséquences économiques passent toutefois au second plan face à la catastrophe humanitaire dans les zones de combat. Beaucoup d'entreprises suisses ont donc réagi à la guerre en Ukraine par un engagement humanitaire important. Ce dernier se déploie non seulement en Suisse, mais aussi sur place, ainsi que tout au long des routes qui mènent en Europe occidentale. Concrètement, le soutien comprend des prestations en nature telles que médicaments, nourriture, vêtements ou logements pour les populations déplacées. Des dons financiers importants sont également faits à des fondations et des organismes d'entraide. De plus, diverses entreprises permettent à leurs collaborateurs de travailler bénévolement pendant les heures de travail.

Une brève enquête d'économiesuisse sur l'engagement humanitaire des entreprises suisses en lien avec la guerre en Ukraine montre que le secteur privé peut fournir, lui aussi, une précieuse contribution pour soulager la détresse immédiate des personnes touchées, sur place et en fuite. Bien des entreprises s'emploient proactivement à atténuer ces souffrances et assument leur responsabilité sociale au-delà de leurs intérêts purement commerciaux. Les résultats de l'enquête doivent donc motiver d'autres entreprises à s'engager sur cette voie. D'autant plus que le besoin de soutien devrait encore augmenter avec le prolongement de la guerre.

Les sanctions sont conformes à la neutralité helvétique

La Constitution fédérale souligne l'importance de la neutralité pour la sécurité extérieure du pays. De plus, cette neutralité est reconnue au niveau international depuis 1815 (Congrès de Vienne). Dans l'opinion publique, pourtant, les sanctions de la Suisse contre la Russie sont plus ou moins considérées, ici ou là, comme un abandon de la neutralité helvétique. Dans les faits, ce n'est pas le cas.

La Suisse applique actuellement des sanctions contre 22 pays au total, et deux sanctions contre des personnes et des organisations. D'autres pays neutres ont également pris des sanctions contre la Russie et le Bélarus (l'Autriche, par exemple). La neutralité ne se définit donc pas par rapport à des sanctions en tant que telles. L'offre de «bons offices» n'est pas non plus limitée par les sanctions. Ainsi, la Suisse est actuellement considérée comme une «puissance protectrice»

pour la Russie en Géorgie, pour la Géorgie en Russie ou encore pour les États-Unis en Iran.

C'est bien davantage une absence de réaction de la Suisse face à la situation dramatique de l'Ukraine qui serait incompatible avec la neutralité et la tradition humanitaire de notre pays. Un tel comportement encouragerait indirectement la guerre d'agression russe et serait incompréhensible compte tenu des violations criantes du droit international public par la Russie. Or la neutralité de la Suisse est absolument tributaire de ce respect des dispositions internationales par la communauté internationale.



The Ukrainian Chamber of Commerce and Industry wants to focus in general on the following important points for Ukrainian business on how foreign business can support economic recovery:

- 1) Support initiatives to improve economic relations between Ukraine and Switzerland;
- 2) Continue business contact and contracts with Ukrainian companies and not classify them as risk company;
- 3) Collaboration and co-investment in some manufacturing enterprises that suffered from military operation;
- 4) Social function, rehabilitation of schools, kindergartens, hospitals and etc.;
- 5) Strengthen collaboration or partnership between UCCI and economiesuisse, JCC, S-GE and other Swiss business organisations.

Yuriy Pechersky, Ukrainian Chamber of Commerce and Industry

Une solution rapide et durable à la guerre en Ukraine est de la plus haute importance du point de vue économique et humanitaire

Malgré toute l'importance de l'aide humanitaire, il s'agit aussi et surtout de recréer rapidement des perspectives durables pour les entreprises et les employés sur place. Car à long terme, après la chute de performance économique dramatique due à l'invasion russe, les investissements directs étrangers en Ukraine seront une condition tout à fait impérative pour soutenir la reconstruction sur place et l'intégration économique dans les réseaux mondiaux de production, de logistique et de développement. Ils favoriseront également une reprise économique rapide dans toutes les régions concernées. Il faut souhaiter que les relations économiques bilatérales de la Suisse avec l'Ukraine puissent retrouver et confirmer la tendance très positive qu'elles affichaient jusqu'au début de la guerre.

Face au traumatisme économique, aux lourdes incertitudes en matière de politique étrangère et à la situation humanitaire bouleversante de l'Ukraine, les responsables politiques sont appelés à faire tout leur possible pour mettre rapidement un terme à la guerre.
